

Grèce : le président du Parlement suspend ses fonctions après des accusations de blanchiment

Le président du Parlement grec a annoncé lundi 24 septembre qu'il suspendait temporairement ses fonctions en attendant les résultats d'une enquête sur des accusations de blanchiment le concernant, ainsi que de nombreux autres hommes politiques.

Le président du Parlement, Evangelos Meimarakis, « *va demander à ses adjoints de le remplacer temporairement jusqu'à ce que le résultat de l'enquête soit rendu public* », précise un communiqué de son bureau.

M. Meimarakis, ancien ministre de la Défense et ancien secrétaire du parti conservateur de la Nouvelle Démocratie, a été cité parmi d'autres hommes politiques dans un rapport publié par le quotidien Real News, qui les accuse d'avoir fait des acquisitions immobilières dans le but de blanchir plusieurs milliards d'euros de 2005 à 2008.

Le président du Parlement et deux autres anciens ministres du parti conservateur mentionnés dans le rapport ont démenti toute implication.

L'un des anciens ministres, George Voulgarakis, avait présenté sa démission en 2008 à la suite de l'implication de son épouse dans un conflit sur une parcelle de terrain entre l'Etat et un prestigieux monastère orthodoxe.

Le ministre des Finances Yannis Stournaras a déclaré la semaine dernière que la brigade anti-corruption de son ministère enquêtait sur 32 cas concernant les déclarations de revenus et les sociétés détenues par des hommes politiques, des responsables municipaux et d'autres agents de la fonction publique.

L'enquête « *visée à dénoncer et à combattre la corruption à tous les échelons du pouvoir* », a déclaré le ministre.

Le Premier ministre Antonis Samaras, qui préside également le parti Nouvelle Démocratie, a demandé que les éléments réunis par la brigade anti-corruption soient transmis à la Cour Suprême pour un supplément d'enquête.